

SOMMAIRE

Télécharger la revue

Podcasts

Vidéos



CRITIQUES

- 1** | DES IDÉES ET DES RÊVES - Arnaud Montebourg (Editions Flammarion)
par Nicolas Vignolles
- 2** | LA FRANCE EST-ELLE FINIE ? - Jean-Pierre Chevènement (Editions Fayard)
par Thierry Germain
- 3** | LA NOUVELLE IDEOLOGIE FRANCAISE - Béatrice Durand (Editions Stock)
par Philippe Turpin
- 4** | IL N'Y AURA PAS D'ETAT PALESTINIEN - Ziyad Clot (Max Milo Edition)
par Benjamin Foissey
- 5** | LE DERNIER MORT DE MITTERRAND - Raphaëlle Bacqué (Editions Grasset / Albin Michel)
par Etienne Pataut
- 6** | SOCIALISMES : Y REVENIR ? - Cités, n° 43
par Thierry Roure
- 7** | FEMMES ET GEOPOLITIQUE - Hérodote
- 8** | GEOPOLITIQUE DES ILES BRITANNIQUES - Hérodote
par Joël Le Déroff

CHRONIQUES

- 9** | LES SECRETS DE LA PROSPERITE. L'ECONOMIE EXPLIQUEE A MA FILLE -
André Fourçans (Editions du Seuil)
par Nicolas Bouillant
- 10** | LE MONSTRE DOUX. L'OCCIDENT VIRE-T-IL A DROITE ? - Raffaele Simone
(Editions Gallimard)
par Joël Le Déroff
- 11** | THE FOURTH STAR: FOUR GENERALS AND THEIR EPIC STRUGGLE FOR THE
FUTURE OF THE UNITED STATES ARMY - David Cloud et Greg Jaffe (Three Rivers Press)
par Jean-Loup Samaan

CRITIQUES

A L'ESSAI

1. DES IDEES ET DES REVES

Arnaud Montebourg
Editions Flammarion,
novembre 2010, 340 pages, 20 €

■ La Fondation Jean-Jaurès, sa revue *Esprit critique* et le site nonfiction.fr ont reçu le lundi 10 janvier Arnaud Montebourg pour un débat autour de son livre *Des idées et des rêves*.

<http://www.jean-jaures.org/Manifestations/Les-rencontres/Rencontre-debat-avec-Arnaud-Montebourg-autour-de-son-livre-Des-idees-et-des-reves>



PAR NICOLAS VIGNOLLES

Le livre d'Arnaud Montebourg présente une vraie ambition intellectuelle. Dense, documenté, imaginaire, il n'évite aucune des grandes questions qui se poseront à la société française en 2012. Mieux, on y recense pas moins de cent propositions pour relever la France et les défis qui l'attendent.

De la nécessité de repenser un nouveau capitalisme inspiré du modèle coopératif, à l'impératif de la mutation écologique à entreprendre, en passant par l'incontournable VI^{ème} République à construire, Arnaud Montebourg nous offre là un livre revigorant et plein d'allant.

Mais la pertinence des analyses et le nombre des propositions, aussi iconoclastes soient-elles, ne font pas une vision politique. Pas plus finalement que des idées et des rêves ne suffisent à fonder une cohérence politique. C'est sans doute cette absence de « colonne vertébrale » que le lecteur regrettera le plus dans ce livre programmatique, dont il faut reconnaître qu'il honore le débat d'idées et renouvelle la pensée socialiste.

Le temps long

Des idées et des rêves poursuit un ambitieux projet, celui de transformer les approches, d'interroger les habitudes et de chahuter les esprits

étriqués. Au cœur de cette démarche, le rapport au temps, et au temps long notamment, occupe une place déterminante.

C'est l'un des aspects les plus stimulants de l'ouvrage d'Arnaud Montebourg ; si le politique veut pouvoir agir de nouveau, reprendre la main sur le cours des choses, avoir une fois encore l'occasion de changer la vie, alors il lui faut reprendre la maîtrise du temps.

Le credo d'Arnaud Montebourg, c'est l'inventivité, la capacité à penser l'avenir autrement. Plus que du volontarisme, il prône l'innovation, l'anticipation, l'audace. Arnaud Montebourg se pense moderne et se rêve précurseur.

Des idées et des rêves est une invite à renouer avec les « utopies concrètes », ces utopies qui ont fini, à force de conviction, par devenir des réalités tangibles. Le développement d'un réseau ferré couvrant l'ensemble du territoire national, raccourcissant les distances et finalement notre rapport même au temps, en est un des exemples les plus emblématiques. La politique doit retrouver le sens des utopies. C'est ainsi qu'Arnaud Montebourg conçoit le capitalisme coopératif, comme un modèle de travail et d'organisation de l'entreprise nouveau qui chaque jour démontre que l'on peut concilier efficacité économique et juste répartition des profits. L'utopie réside finalement davantage ici dans l'ampleur du basculement à entreprendre, du capitalisme financiarisé au capitalisme coopératif, que dans la potentielle viabilité du système coopératif, dont plusieurs entreprises ont d'ores et déjà permis de mesurer le bon fonctionnement.

Des idées, beaucoup de rêves ?

« Eco-politique », « néo-industrialisation », « démondialisation » ; pas de doute, le livre d'Arnaud Montebourg est bien celui du secrétaire national du Parti socialiste à la rénovation. Et c'est plutôt réconfortant.

Pour autant, on peut s'interroger sur le caractère totalement révolutionnaire de certaines évolutions. Derrière une réelle habileté de présentation, derrière une vraie innovation sémantique, derrière aussi un vrai enthousiasme, perceptible à la lecture, n'y a-t-il pas là finalement un projet somme toute assez convenu ?

CRITIQUES

Comment convaincre en effet que l'« éco-politique » n'est pas seulement le verdissement de la social-démocratie ? Comment convaincre que la « néo-industrialisation » n'est pas juste la « ré-industrialisation » ? Comment voir enfin dans la « dé-mondialisation » autre chose que de la « décroissance » et du « protectionnisme » ?

Disons un mot de chacun de ces concepts

L'« éco-politique » est présentée comme « l'alliance du rose et du vert », une offre politique nouvelle, qui permettrait aux socialistes de renouer avec leur projet historique de transformation et d'émancipation sociales. Les développements sur la responsabilité et l'éducation du consommateur, sur la durée de vie des produits que nous produisons ou sur la manière d'organiser la ville et de penser les transports dénotent une indéniable volonté de concevoir enfin l'écologie comme un levier de l'action publique et plus simplement comme un additif aux politiques publiques. Il reste toutefois que, au vu des transformations à mener et des résistances à lever, on peine à partager complètement l'enthousiasme quasi extatique qui marque la fin du chapitre consacré aux « mutants de l'écologie » et qui fait écrire à Arnaud Montebourg « Jaurès, grand Jaurès, te revoilà ! »...

La « néo-industrialisation » doit consister elle à inventer l'industrie verte de demain. Différente de la « ré-industrialisation », elle doit être, selon l'auteur, une « alliance politique, économique, culturelle, sociétale des producteurs et des chercheurs ». Même si la ligne de démarcation avec la ré-industrialisation est difficile parfois à saisir, c'est là à mon sens l'un des chapitres les plus aboutis de l'ouvrage, d'abord et avant tout parce qu'on y trouve de vraies solutions d'avenir, à la fois neuves et réalistes. La réorientation du crédit impôt recherche vers les PME les plus innovantes, la création de « fonds risqués » afin de drainer l'épargne privée des Français (une réserve d'investissements potentielle de quelques 35 000 milliards d'euros !) vers

l'innovation et la mutation de l'appareil productif offrent de réelles perspectives pour un « réarmement » industriel de la France.

La « dé-mondialisation » constitue un chapitre important de l'ouvrage d'Arnaud Montebourg. L'auteur y développe une vision fine des relations économiques internationales et propose un mix entre ouverture et protections, fondé notamment sur la règle de la réciprocité. Mais alors pourquoi parler ici de « dé-mondialisation » ? Certes l'une des propositions formulées dans ce chapitre consiste à privilégier des échanges non plus globaux mais plutôt limités à des zones régionales cohérentes d'un point de vue économique, géographique, politique, culturel. Il reste néanmoins que le terme de « dé-mondialisation » laisse entendre que l'on souhaite construire un modèle alliant « la décroissance » au « protectionnisme ». Même si telle n'est pas la définition qu'en fait Arnaud Montebourg, peut-on proposer au XXI^{ème} siècle la « dé-mondialisation » ? La relocalisation des productions et notamment des productions agricoles, la réflexion sur la déconnection possible entre mobilité du travail et sécurité de l'emploi du salarié sont incontestablement des solutions à court terme mais que signifie réellement la proposition de « dé-mondialiser » l'économie ? Fonder « une nouvelle pratique de la frontière et de la protection », n'est-ce pas juste une autre manière de défendre l'idée d'« élever des barrières et encourager le protectionnisme » ?

Si l'on peut partager cet objectif de moyen terme, on regrettera tout de même que le principal moyen pour y parvenir ne soit pas plus sérieusement abordé ; l'Europe, l'avenir de l'Union, n'occupe en effet que dix pages sur 337 ! Le tenant du non de 2005 appelle à construire une solidarité européenne, sans véritablement mettre des mots sur les évolutions qu'il souhaite aujourd'hui appeler de ces vœux... Plusieurs questions sont sans réponse. La solidarité européenne peut-elle exister sans un vrai budget européen, reposant sur un impôt européen ? Sans une « communautarisation » des choix budgétaires ? Peut-on appeler comme le fait Arnaud Montebourg à un « gouvernement économique de l'Union » et à une autre politique monétaire (plus d'inflation notamment) sans défendre clairement l'idée d'une politique budgétaire communautaire ?

Esprit Critique

se faire son opinion

CRITIQUES

Un monde en noir et blanc

Contre les réflexes productivistes, imposer une mutation écologique. Contre le capitalisme de la rente, imposer l'alliance des producteurs et des salariés. Contre les blocages institutionnels, passer à la VI^{ème} République. Sur beaucoup de sujets, *Des idées et des rêves* s'appuie sur un constat binaire, manichéen, pour mieux asseoir la légitimité du monde de substitution qui y est proposé.

Le chapitre sur « le renouveau productif » illustre bien cette tentation du manichéisme, et par moments même de la caricature... Certes l'opposition entre les producteurs et les salariés d'un côté, et les tenants d'un capitalisme familial, patrimonial, défendant la rente et les privilèges hérités, reste une grille d'analyse pertinente de la société française, mais peut-on à ce point s'en servir de diagnostic unique pour demain réformer la France ? Est-ce seulement de bonne méthode ?

La radicalité qui s'exprime dans ce chapitre censé montrer la voie pour un « renouveau productif » n'a plus rien à voir avec la recherche de solutions de réformes, permettant une mutation progressive et acceptée. Il s'agit au contraire de dresser la liste des « rentiers parasites » selon l'expression récurrente choisie par Arnaud Montebourg. Y figurent toutes les professions qui font cette « France rentière », cette « France du lierre qui étouffe la France de l'arbre »...

Cette présentation de la France coupée en deux est excessive. N'est-ce pas une présentation du pays caricaturale ? Peut-on vraiment écrire que les opérateurs de téléphonie, les banques et les supermarchés sont des parasites qu'il faudra démanteler ou affaiblir ? Le diagnostic peut être juste – à savoir ici un décrochage entre ceux qui vivent des revenus tirés de leur seul travail et ceux qui vivent de rentes héritées ou indûment constituées – mais il est rendu totalement inopérant par l'excès du verbe ou la grosseur du trait... Parler des « parasites », est-ce ouvrir la voie d'une transformation radicale ou seulement l'expres-

sion d'une radicalité conflictuelle et donc stérile ? En 2012, la gauche aura certes à assumer une politique courageuse, qui devra défier des intérêts puissants. Elle devra, comme toujours au pouvoir, être capable de réarmer la puissance publique face aux puissances de l'argent et de la rente. Mais contrarier ces logiques suppose de ne pas commencer par s'aliéner une bonne partie des acteurs économiques...

Arnaud Montebourg nous livre ici un livre passionnant et enthousiaste. Malgré toutes les critiques que l'on peut lui adresser, il faut saluer l'œuvre de « salubrité intellectuelle » que constitue *Des idées et des rêves*. En proposant de construire « une société nouvelle et juste », qu'il résume ainsi : « la production contre la rente, l'invention contre la reproduction, la démocratie contre la confiscation », Arnaud Montebourg propose à sa manière de renouer avec le projet historique du Parti socialiste.

Esprit Critique

se faire son opinion

CRITIQUES

A L'ESSAI

2. LA FRANCE EST-ELLE FINIE ?

Jean-Pierre Chevènement

Editions Fayard,

janvier 2011, 320 pages, 19 €

PAR THIERRY GERMAIN

Il est des temps comme ceux-là où peu de voix semblent percer le duvet cotonneux d'un débat politique sans trop d'aspérités. Conforme jusque dans ses exagérations, le forum se rapetisse dans des proportions qui finiront par faire douter de son existence même. L'eau tiède envahit tout et l'on passe son temps à se demander si l'on a trop froid pour ce qu'il fait chaud ou trop chaud pour ce qu'il fait froid. L'air du temps s'est climatisé à outrance.

La France ne s'ennuie pas. Elle nous ennuie.

Non que les idées fassent défaut. Tous horizons confondus, jamais l'on a brassé autant de concepts, produit autant de notes et écrit autant de savants ouvrages. Fondations, *think tanks*, partis, sites web..., la géographie des idées présente de jolis contours.

Non que les talents désertent. A chacun d'apprécier ici la silhouette de *son* champion, ou de ses puisque le pluriel n'a jamais été une forme de conjugaison interdite ou inopérante en politique.

Non surtout que les enjeux manquent. Inégalités, mal-être, déséquilibres liés au mode de développement, tensions internationales, défis sociétaux..., la vie et le monde ne cessent de tirer par le bas de leur toge des élites souvent dépassées.

Alors ?

Alors tous ces débats semblent inaboutis car circonscrits à l'intérieur d'un cercle tracé par

quelques figures autorisées (par elles-mêmes) et au-delà duquel aventurer sa pensée, sa démarche ou pire encore ses espoirs semble relever de la plus douce inconscience. Economiques, politiques et idéologiques, des règles d'airain se sont peu à peu inscrites qui disciplinent les acteurs politiques dans un cadre « sérieux » et « réaliste ». Forcément « réaliste ».



Lorsque l'on se contraint à penser à la marge, le risque est grand que l'on agisse de même. Il importe aujourd'hui de dépasser cette *doxa* pour retrouver le chemin d'une vision libre et d'un projet qui fasse réellement sens, c'est-à-dire qui ambitionne ni plus ni moins que de casser la gueule à cette réalité qui nous blesse, nous diminue, et nous éteint.

Est-il neutre que des mois de réels efforts et une forte attention médiatique ne permettent pas au Parti socialiste de disposer encore d'un corpus d'idées identifiant, porteur et clivant ? Est-il indifférent que les mauvaises inspirations d'un président de hasard rythment et déterminent la teneur et le niveau de notre débat démocratique ? Est-il sain enfin que se multiplient forums, colloques, Etats généraux et tribunes, souvent de très grande qualité, sans que jamais l'on ne sache où et comment ces idées seront mises en œuvre pour agir sur le réel ?

Ce sont ces interpellations que l'ouvrage de Jean-Pierre Chevènement ramène sur le devant de la scène.

Ceux qui attendaient le testament bouillant et brouillon d'un prophète incompris et revanchard en seront pour leurs frais. Il y a bien en passant quelques horizons balancés sur des têtes déjà maintes fois visées. Et plusieurs épisodes contemporains bénéficient d'un angle d'approche point trop déplaisant quant à la posture de notre auteur.

Son œil est bien sûr en permanence rudement fixé sur ses anciens camarades de la rue de Solferino. De la même façon, lorsque Vincent

Esprit Critique

se faire son opinion

CRITIQUES

Auriol devait évoquer le socialisme, il s'amusa à citer un petit caboulot de sa jeunesse portant fièrement en devanture : « restaurant ouvrier, cuisine bourgeoise ».

Passons. Le cœur du propos est ailleurs.

Comment véritablement agir en amont, à l'intérieur même du système de production, et ne plus se contenter d'une action sociale qui ne peut qu'atténuer des déséquilibres déjà créés ?

Comment enfin analyser sans tabou le choix économique de 1983 et ses conséquences à long terme ? Pourquoi ne pas admettre avoir par trop concédé à des partis pris économiques et idéologiques dont la crise de 2007 nous a brutalement démontré l'inefficacité et le danger ?

Plutôt que d'esquiver la question en surfant sur la condamnation morale (et récente) d'un capitalisme vite qualifié d'ultra dès lors qu'il nous serre aux entournures, pourquoi ne pas déterminer une approche réellement originale du système économique mondial, de ses règles, de ses objectifs, de sa raison d'être collectivement pensée ?

Comment refonder une politique européenne dont l'auteur a raison de dire qu'elle fut un idéal de substitution pour François Mitterrand, ce qui n'enlève rien à sa valeur, mais interroge sur son rythme, ses modalités et parfois même ses fondements ?

Faut-il se défendre de vouloir abattre l'euro lorsque l'on veut en questionner les règles ? Ne peut-on interroger jusque dans ses logiques mêmes une politique économique européenne très largement déterminée par l'Allemagne et ses enjeux ?

Qui a intérêt aujourd'hui comme hier à laisser en déshérence un concept aussi essentiel que celui de nation, et comment bâtir de nouveaux équilibres internationaux sinon en sachant d'où l'on part, et d'où l'on parle ?

Force des arguments, rigueur de l'analyse, capacité à mettre en perspective, clarté de la

réflexion, vivacité de la plume, l'essai de Jean-Pierre Chevènement est d'une belle tenue.

Il apporte surtout une vision qui retient l'attention pour deux raisons principales :

- elle franchit allégrement ce cercle dont je parlais plus haut. Héritée d'une longue pratique politique, constante dans ses fondamentaux, elle porte une voix repérable, laquelle est bien sûr, et c'est déjà bon signe, toujours contestable ;

- elle est cohérente, chaque dimension trouvant dans celles qui l'accompagnent un complément utile ; cette appréhension globale dessine *in fine* un véritable système de pensée et d'action, applicable à toutes les facettes de nos enjeux contemporains

Si l'on en croit Jean-Pierre Chevènement, une phrase a beaucoup pesé dans sa démarche et jusque dans les motivations mêmes de ce livre, quelques mots glissés par François Mitterrand à l'auteur en 1979, à quelques mois d'un rendez-vous crucial pour la gauche et le Parti socialiste : « Je ne pense pas qu'aujourd'hui la France puisse faire autre chose, hélas, que de passer à travers les gouttes ».

C'est fondamentalement la réfutation de ce pessimisme résigné qui guide l'ouvrage et la pensée de Jean-Pierre Chevènement, même s'il est juste de faire remarquer que François Mitterrand aura mobilisé tout son talent et jusqu'à la limite de ses forces pour tenter de faire mentir sa propre réserve.

Car au-delà des arguments financiers et économiques, des interrogations idéologiques, des positions politiques, des considérations géostratégiques ou des options sociales et sociétales, ce qui traverse l'ouvrage que nous livre l'ex-leader du CERES, c'est d'abord le sens même de l'action politique, et la valeur inestimable pour faire bouger les lignes d'une vision affirmée et projetée vers l'avenir.

Une vision qui pour l'auteur doit être celle d'acteurs politiques dignes de ce nom, mais aussi et surtout celle de la France. « Pluralité des mondes », « intérêt général commun à toute l'humanité », « régulation et finalité sociale du développement économique », « remettre le politique aux postes de commande », « Europe européenne », « dictature de l'instant »..., tous ces enjeux renvoient finalement à la volonté et la

Esprit Critique

se faire son opinion

CRITIQUES

capacité de notre pays de porter une voix originale et forte dans le concert des nations en devenir, et une voie qui pour l'essentiel serait fondée sur une approche régénérée et ambitieuse de notre idéal républicain.

N'y a-t-il là qu'un parti pris déclamatoire ?

Chacun connaît le conte d'Andersen, la petite fille aux allumettes. Je ne le cite pas pour m'apitoyer, ni pour faire remarquer qu'un siècle de plus ou de moins dans une civilisation ne change rien pour ceux qui y ont faim, froid et peur.

Je cite cette histoire parce qu'elle raconte notre monde d'aujourd'hui. Toutes ces allumettes brûlées et tous ces rêves à peine entrevus, ce sont ces crédits que l'on prend et reprend et qui finalement vous piègent, ces espaces de consommation qui vous donnent durant de fugaces moments l'illusion d'être à votre place dans le système, avant que, la dernière allumette éteinte, le dernier crédit épuisé, il ne faille affronter à nouveau la rigueur des temps.

Au petit matin, dit le conte, la fillette était morte. Aujourd'hui, certains meurent ainsi dans la plus extrême solitude, dans un logement déserté par des proches peu à peu enfuis ou dans un jardin public au petit matin. Et certains, c'est déjà tellement trop.

Au regard de cette urgence d'agir, devant la nécessité d'interpeller sans concession nos réalités et de penser vite de nouveaux modèles, face aussi à l'impérieuse nécessité de rendre une voix et un rôle à la France, la contribution de Jean-Pierre Chevènement est de celles qui ressourcent une vieille idée dont nous pourrions bien encore avoir besoin : la République.

CRITIQUES

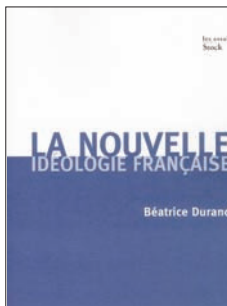
A L'ESSAI

3. LA NOUVELLE
IDEOLOGIE FRANCAISE**Béatrice Durand**

Editions Stock,

septembre 2010, 240 pages, 20 €

PAR PHILIPPE TURPIN



Pourquoi, dans une société pluraliste et démocratique comme la nôtre, le débat public s'est-il focalisé de façon récurrente et avec autant d'intensité sur la question des *signes* religieux ? Et cela, pour aboutir, comme on sait, au vote de la loi du 15 mars

2004 interdisant le port de signes religieux ostensibles à l'école, et plus récemment à une loi interdisant la *burqa* dans les lieux publics. Dans *La nouvelle idéologie républicaine*, Béatrice Durand ne se contente pas de discuter le bien-fondé de ces interdictions. Si elle déplore l'inflexion autoritaire donnée par ces lois à un régime de laïcité jusque-là libéral, elle cherche surtout à en restituer le sens dans un contexte politique tendu où la laïcité, identifiée à la défense des valeurs de la République, est présentée comme le fondement du vivre-ensemble opposé au risque de repli communautaire, lui-même implicitement associé à l'islam. Parce qu'elle reste prisonnière des modèles élaborés par la France républicaine du XIX^{ème} siècle, l'idéologie républicaine (française) aurait ainsi fait preuve de son incapacité à « proposer une réaction raisonnable à la diversité culturelle de fait de notre société ».

Dans ce contexte, fait-elle remarquer, l'échec du républicanisme comme courant politique

distinct, en l'occurrence la marginalisation du Mouvement des citoyens et de son leader après l'élection de 2002, ne signifie en rien le rejet des valeurs républicaines par les Français. Il coïncide bien au contraire avec leur réappropriation par toutes les forces politiques, les intellectuels et les électeurs. Elles seraient ainsi devenues « notre sens commun politique » (p. 13) ou, mieux, « l'épine dorsale de notre identité nationale » (p. 10). Et il va de soi qu'avec le repositionnement stratégique du Front national sur les thèmes de la laïcité et de la République, il devient urgent pour tous ceux qui se croient sincèrement républicains de donner un sens plus pur aux mots de la tribu...

Que recouvre au juste cette identification unanime à la République et à sa tradition ? La réponse, pour le moins tranchée, est donnée dès l'introduction : « Ce discours est la forme que prend l'aveuglement de la société (française) sur elle-même : il lui fournit une lecture du présent et du passé totalement déformée ; il inspire des réflexes d'exclusion antidémocratiques, des décisions politiques déraisonnables et inefficaces ; il est bien souvent un chauvinisme qui s'ignore » (p. 13). Pour être plus précis : « C'est la présence de l'islam en France qui a déclenché la renaissance du républicanisme, la réémergence de la question de la laïcité et l'accusation de communautarisme » (p. 149).

Laïcité, signes religieux, espace public (chapitre 1), modèle français d'intégration (chapitre 2), opposition de la nation civique, ouverte sur l'universel, à la nation ethnique, du droit du sol au droit du sang (chapitre 3), opposition du vivre ensemble au repli communautaire (chapitres 4 et 5), sanctuarisation de l'école (chapitre 7), éducation civique (chapitre 7), égalité confondue avec mixité, etc. : l'essai de Béatrice Durand se présente comme un « inventaire critique des poncifs néorépublicains » par une républicaine convaincue, mais qui s'avoue exaspérée par ce que les républicains actuels auraient fait de cet idéal. Sont particulièrement visés les essayistes, journalistes et hommes politiques qui seraient les principaux relais de ce *discours* dans l'opinion publique, la palme revenant à Régis Debray et à Jean-Pierre Chevènement. Alain-Gérard Slama, Pierre-André Taguieff, enfin Elisabeth Badinter et Alain Renaut y sont cités pour leur contribution au *Guide républicain* distribué en 2006 dans

Esprit Critique

se faire son opinion

CHRONIQUES

l'Education nationale, qui restera comme le *Manuel* de notre moment républicain.

Le ton péremptoire de l'essai et la posture moralisatrice qui l'accompagne ne manqueront pas d'agacer, ainsi que la partialité, en particulier dans le choix et le commentaire des textes cités. Sur certains points, la démonstration est affaiblie par des approximations et des omissions. De même, le lecteur pourra juger factice cette reconstitution d'une idéologie (néo)républicaine (« un ensemble diffus de valeurs et d'éléments de discours », p. 12) dont on s'acharne à montrer l'incohérence. Il n'en reste pas moins une excellente contribution au débat politique actuel, en particulier pour l'effort de clarification conceptuelle des notions de « sphère publique » et de « communautarisme ». Le tout dans un style limpide et élégant.

Dans le premier chapitre, intitulé « Voiles, vêtements, signe et sens », Béatrice Durand se propose de réexaminer les divers arguments avancés pour interdire le foulard et la *burqa*. S'en tenant à une interprétation libérale du principe de laïcité (une « laïcité bien comprise »), elle soutient que la République a outrepassé ses droits : « La loi du 15 mars 2004 est en contradiction avec un principe fondamental à valeur constitutionnel, la libre expression des convictions de tous ordres » (p. 50). Mais, vue de l'étranger – c'est-à-dire de Berlin, où elle vit depuis 1990 –, la chose remarquable dans l'affaire des foulards est l'importance prise en France par la question des *signes* et de leur visibilité. D'où une première interrogation : est-il « contraire à la laïcité que des individus produisent dans l'espace public des signes par lesquels ils manifestent une différence ou appartenance à un groupe » (p. 21) ? Autrement dit, comment faut-il comprendre la privatisation des convictions et pratiques religieuses ? Le propre de la culture politique française serait d'avoir interprété cette privatisation non seulement comme la garantie d'une liberté de choix mais aussi comme une obligation de discrétion, inventant ainsi « un régime acceptable de visibilité des différences », dont il

faut chercher l'origine dans les modalités conflictuelles de la séparation de 1905, dans un « habitus bourgeois » et surtout dans une « définition implicite du partage privé / public qui repose sur une confusion » entre ce qui relève de l'Etat et ce qui relève de la vie commune (l'espace public au sens où tout le monde y a accès). On lira avec intérêt la critique de l'article « Distinction du privé et du public » écrit par Elisabeth Badinter pour le *Guide républicain*. Enfin la seconde question que pose cette affaire est celle de savoir dans quelle mesure le législateur peut préjuger du sens de ces signes et choix vestimentaires : soumission à l'ordre patriarcal, intégrisme religieux ? En somme, se demande très justement Béatrice Durand, « qui décide du sens des signes dans une communauté ? »

L'adoption des lois de 2004 et 2010 marquerait ainsi une régression de la société française d'un régime de stricte laïcité, qui reconnaît pleinement l'égalité des droits, à un régime de tolérance qui confine dans un statut inférieur une minorité musulmane soupçonnée de déloyauté à l'égard de la communauté nationale¹. Parce qu'elle conforte « une conception exclusive des appartenances et des identités », dans laquelle les liens communautaires infra-nationaux sont forcément subis et concurrents du lien civique, « la vulgate républicaine se révèle incapable de comprendre ce qui s'exprime dans les manifestations publiques d'allégeance à un groupe : une demande de reconnaissance – et pas la demande d'un statut particulier » (p. 144). Ces réflexions trouvent leur prolongement dans le chapitre 4, consacré au « repli communautaire » et surtout au chapitre 5, qui lève l'équivoque du terme « communautarisme » (entretenu par l'article d'Alain Renaut dans le *Guide républicain*) et va jusqu'à pointer ironiquement la proximité entre nationaux-républicains français et communautariens américains (Walzer, Sandel, Taylor).

L'ensemble appelle quelques réserves. L'argumentation du chapitre 1 est discutable pour plusieurs raisons. Le rapport de la commission Stasi du 11 décembre 2003 n'est même pas cité, alors qu'il est repris dans le *Guide républicain* de 2006. Or la question du sens des signes pour les uns (celles qui portent le voile) et pour les autres (celles qui ne le portent pas) y est clairement posée. Le traitement conjoint des lois de

Esprit Critique

se faire son opinion

CRITIQUES

2004 et de 2010 permet de ne pas prendre en considération les arguments les plus solides en faveur de la loi de 2004 : irréductibilité de l'école à tout autre espace public, pressions exercées sur des jeunes filles mineures pour les contraindre à porter un signe religieux. Enfin l'explicitation de la distinction public / privé aurait pu être l'occasion de rappeler l'existence d'établissements privés d'enseignement qui, selon les termes de la Loi Debré, sont associés à l'Etat pour assurer un service public. La reconnaissance de la liberté d'enseignement (confessionnel et laïque) est ainsi un élément essentiel de notre régime libéral de laïcité.

En outre, l'ouvrage souffre de simplifications, en particulier par l'accent mis sur l'incapacité de la culture républicaine à voir dans la diversité autre chose qu'une menace pour l'intérêt général. Ce qui revient à opposer de façon sommaire à la doxa républicaine une vulgate toquevillienne dont Pierre Rosanvallon a montré l'inexactitude. *Le modèle politique français. La société civile contre le jacobinisme de 1789 à nos jours*² retrace ainsi les étapes de la recomposition libérale du jacobinisme par les républicains, avec les lois de 1884 sur les syndicats et de 1901 sur les associations. L'auteur passe sous silence un progrès notable dans cette histoire : la création du Conseil français du culte musulman en 2002³.

Le plaidoyer pour la diversité et sa libre expression trouve sa limite dans une élaboration insuffisante de la notion de différence, notamment dans le chapitre 2, « Un modèle républicain d'intégration », qui montre comment l'intégration suppose toujours de l'assimilation. Une réfutation des nationaux-républicains sur ce terrain doit nécessairement passer par une discussion des thèses développées par Emmanuel Todd dans *Le destin des immigrés*⁴ et reprises par Jean-Pierre Chevènement⁵. Enfin quand Béatrice Durand écrit que « le communautarisme n'existe pas au sens d'un phénomène sociologique observable et mesurable qui affecterait la société française depuis quinze ans qu'on en parle » (p. 155), on cherche en vain les sociolo-

giques qui justifieraient une telle affirmation. C'est dire que le malentendu autour de ce terme n'est pas entièrement dissipé par la définition très restrictive qu'elle en donne : « Y a-t-il en France, au sein de la société nationale, un groupe qui demanderait en tant que tel des droits politiques ou civils particuliers pour ses membres, remettant ainsi en cause un Etat de droit fondé sur le caractère individuel des droits de la personne et du citoyen ? » (p. 133). Qu'on lise par exemple l'étude récente de Christophe Guilluy sur la complexité des phénomènes de séparatisme social et culturel⁶.

Enfin les réflexions d'un philosophe comme Walzer⁷, pour précieuses qu'elles soient, constituent un cadre théorique trop général pour saisir les enjeux d'une participation de l'islam de France à la société française. L'ironie de l'histoire veut qu'une des réponses les plus élaborées à cette question se trouve dans un rapport commandé en 1985 par Jean-Pierre Chevènement, alors ministre de l'Education nationale, au grand arabisant Jacques Berque, intitulé *L'immigration à l'école de la République*⁸. Prenant acte du fait que l'immigration maghrébine transforme les conditions dans lesquelles la France doit penser son identité collective, Jacques Berque insiste sur la nécessité de traduire politiquement et dans l'action publique cette mutation inéluctable, en bâtissant dès l'école « une structure de réciprocité », une « solidarisation des présences culturelles ». Dans un article de 1997 intitulé « Berque, l'école, l'immigration : rencontre inopinée »⁹, Françoise Lorcerie est revenue en détail sur les préconisations de ce rapport, concernant l'enseignement de l'arabe, le travail sur les stéréotypes, une pédagogie adaptée, et sur les raisons pour lesquelles elles n'ont pas eu de prolongement institutionnel dans le dispositif ZEP : « Si le rapport Berque s'est peu inscrit dans l'action publique, c'est donc certainement en raison des priorités de légitimation républicaine du ministre mandataire » (p. 188).

« Traiter les enfants de l'immigration en contributeurs potentiels à notre identité culturelle, ce n'est ni les y fondre, ni les en dissocier en les bloquant sur leurs traits distinctifs. Les assumer, ce n'est faire éclater ni l'école, ni la culture française. C'est adopter un radicalisme à l'échelle des transformations du monde présent »¹⁰. « De la façon dont, par la coutume scolaire comme en

Esprit Critique

se faire son opinion

CRITIQUES

bien d'autres domaines, nous traduirons en nous ces présences, et construirons ainsi la nôtre dans l'ensemble islamo-méditerranéen, dépend une part de notre avenir »¹¹.

1. Pour bien saisir cette distinction entre laïcité et tolérance, il est utile de lire la discussion du 22 août 1789 sur la liberté des opinions religieuses : MIRABEAU : « Je ne viens pas prêcher la tolérance. La liberté la plus illimitée de religion est à mes yeux un droit si sacré, que le mot tolérance, qui essaye de l'exprimer, me paraît en quelque sorte tyrannique lui-même, puisque l'existence de l'autorité, qui a le pouvoir de tolérer, attente à la liberté de penser, par cela même qu'elle tolère, et qu'ainsi elle pourrait ne pas tolérer » (*Ils ont pensé les droits de l'homme, Textes et débats (1789-1793)*, Ligue des droits de l'homme - EDI, p. 88). Pour une articulation rigoureuse de ces questions, on lira l'ouvrage remarquable de Jean-Claude Monod, *Sécularisation et laïcité*, (PUF, 2007) en particulier la dernière partie : « La laïcité : reconstruction des principes, tensions historiques ». C'est nous qui introduisons cette distinction entre laïcité et tolérance.

2. Editions du Seuil, février 2006.

3. Jean-Pierre Chevènement y a contribué en tant que ministre de l'Intérieur et des Cultes de 1997 à 2000. Cf. le récit qu'il en fait dans *Défis républicains* (Fayard, 2004), chapitre 15, L'unité de la république au défi, l'islam et la République (pp. 388-400), La montée des communautarismes (pp. 403-414).

4. *Le destin des immigrés*, Editions du Seuil, 1994, en particulier les pages d'introduction et de conclusion.

5. *Défis républicains, op.cit.*, pp. 289-290.

6. Christophe Guilluy, *Fractures françaises*, Bourin, 2010.

7. Cf. en priorité l'article « Individu et communauté », publié dans l'ouvrage collectif *Un siècle de philosophie*, Folio essais, 2000, pp. 409-436.

8. La Documentation française ; également : « De nouveaux minoritaires dans la cité européenne », Strasbourg, Conseil de l'Europe.

9. *Revue du monde musulman et de la Méditerranée*, 1997, vol. 83, pp. 171-194 (disponible sur persee.fr) (p. 188). Du même auteur : « La loi sur le voile : une entreprise politique », *Droit et société* (68), pp. 53-74.

10. Jacques Berque, *op. cit.*, 1985, p. 50.

11. *Ibid.*, p. 50.

CRITIQUES

A L'ESSAI

4. *IL N'Y AURA PAS D'ETAT PALESTINIEN***Ziyad Clot**Max Milo Edition,
2010, 256 pages, 18,90 €

PAR BENJAMIN FOISSEY



Le titre de l'ouvrage sonne comme un coup de tonnerre à l'heure où la reconnaissance d'un Etat palestinien économiquement viable avec Jérusalem comme capitale, ou du moins les appels à voir celui-ci émerger se multiplient. Alors qu'un nombre croissant de pays, en Amérique du Sud mais aussi à l'Est de l'Europe, ont pris position en ce sens, nous sommes en face d'un démenti à l'une des rares positions diplomatiques à la fois modérées et équilibrées sur un conflit vieux de plus d'un siècle et dont les implications identitaires débordent très largement le cadre de l'ancien mandat anglais de Palestine.

Ziyad Clot est un petit fils d'exilé palestinien. Il se retrouve, au hasard d'un voyage qu'il espérait revivifiant, au cœur du pays de son grand-père maternel, mais aussi au cœur d'un huis clos étouffant, structuré par des contradictions dont on se demande comment de simples hommes peuvent en venir à bout. L'auteur du livre quitte la France pour le Moyen Orient, voyage au Liban à la rencontre de réfugiés palestiniens, visite la vieille ville de Jérusalem, mais aussi Haïfa où sa famille puise ses racines, et

accepte de travailler pour la NSU, agence de consultants qui épaula les négociateurs palestiniens lors des pourparlers du processus d'Annapolis. Il a donc la chance, ou le malheur, c'est selon, de côtoyer un grand nombre des acteurs et des victimes de l'impasse dans laquelle se trouve actuellement la région.

Le processus d'Annapolis a été initié en 2007 par le quartet – regroupant les Etats-Unis, l'Union européenne, la Russie et l'ONU – afin de concrétiser la première phase de la feuille de route élaborée en 2003 par cette dernière, pour trouver une solution définitive au conflit israélo-palestinien. Son objectif, tant de fois loué par les chancelleries occidentales, était d'aboutir à un statut définitif pour le peuple palestinien et donc de régler notamment les questions des frontières du futur Etat palestinien et des réfugiés. Les pérégrinations de Ziyad Clot à travers l'ancien mandat et au Liban, mais aussi son travail au sein de la NSU et ses contacts avec les représentants de l'autorité palestinienne lui permettent de dresser peu à peu le théâtre d'une tragédie avec ses règles immuables et sa fin forcément malheureuse.

Le jeune négociateur découvre peu à peu le désespoir des habitants et des réfugiés, le mur physique ou psychologique qui les sépare des habitants et des soldats israéliens omniprésents, le fossé qui se creuse également entre Gaza et Ramallah, entre un Hamas toujours en lutte et une autorité palestinienne souvent, si ce n'est constamment, réduite à l'impuissance. C'est là certainement l'un des passages du livre qui fit le plus débat. Ziyad Clot parle en effet de l'autorité palestinienne comme d'une autorité d'occupation, écrasée par un rapport de force totalement défavorable et réduite à servir de supplétif à l'Etat israélien dans le maintien de l'ordre en Cisjordanie. Ces mots ont un écho particulier dans nos têtes. L'auteur, profondément imprégné de la culture et de l'Histoire de France, ne les choisit pas totalement par hasard. La Sulta, ou autorité palestinienne, semble n'avoir pour principale préoccupation, sous la plume de Ziyad Clot, que de garder la face. Elle ne décide pas, par exemple, d'interrompre les négociations lors de la sanglante opération Plomb durci, alors que plus de 2 000 Palestiniens de Gaza trouveront la mort dans ces affrontements, mais

Esprit Critique

se faire son opinion

CRITIQUES

uniquement de les poursuivre en secret, et ce sans bénéfice aucun pour le camp palestinien. Dominée militairement et politiquement par Israël, cette Sulta est souvent présentée comme l'acquis par excellence des accords d'Oslo. Le fossé qui la sépare de la souveraineté prend cependant l'allure d'un abîme. L'auteur se demande à plusieurs reprises si la position prise par le Hamas n'est pas finalement la moins mauvaise sans que l'on puisse lui donner tout à fait tort.

Ce sentiment d'enfermement, ce huis clos d'abord géographique – tout cela se déroule sur un territoire grand comme trois départements français tout au plus –, mais aussi ce sentiment constant d'être dans l'impasse ont des conséquences très concrètes pour l'auteur victime de douleurs et de crises d'angoisse, dans un rapport finalement très christique à la cause qu'il défend.

Il n'y aura pas d'Etat palestinien, selon l'auteur, parce qu'il n'y a plus de bases géographiques garantissant sa viabilité. Les frontières de 1967, qui privaient déjà le peuple palestinien de la Galilée, d'une grande partie de la bande de Gaza et de territoires rattachés avant cette guerre à la Cisjordanie, ne constituent déjà qu'un minimum à peine vital. Le morcellement continu des terres arabes de Cisjordanie, sous l'effet de la colonisation, de l'occupation par l'armée israélienne d'une bande de terre le long de la frontière jordanienne et d'un mur qui coupe en deux les propriétés agricoles, s'ajoute aux conditions de circulation extrêmement difficiles du fait des *check points*.

Il n'y aura pas d'Etat palestinien, d'après Ziyad Clot, parce que l'actuelle autorité palestinienne n'a ni le pouvoir ni même plus l'autorité morale pour mener à bien les négociations qui pourraient aboutir à sa création. Face à un Etat israélien militairement surpuissant, soutenu sans faille et sans aucune objectivité par les Etats-Unis et maîtrisant nombre de canaux d'information internationaux, même si cette

situation change rapidement, la Sulta ne fait que gérer l'urgence, au plan des symboles le plus souvent.

Il n'y aura pas d'Etat palestinien enfin, toujours d'après l'auteur, parce que rares sont les parties qui y ont vraiment intérêt. Jamais Israël et les Etats-Unis n'accepteront de donner des prérogatives de souveraineté, qui incluent notamment la politique étrangère et la constitution d'une armée, sans que cela ne soit pris par son opinion comme une épée de Damoclès. Cette autorité palestinienne permet juste à l'Etat hébreu de ne pas intégrer en son sein les millions de Palestiniens tout en empêchant l'émergence d'une autre puissance hostile. Les Etats arabes environnants, qui tant de fois ont instrumentalisé la cause palestinienne, n'ont aucun intérêt à voir émerger un tel Etat sur lequel aucun d'entre eux ne pourra avoir la maîtrise totale. On se demande même, à lire la longue série des renoncements de la Sulta, si cette dernière a intérêt à voir émerger cet Etat qui, démocratique, pourrait faire payer très cher à l'OLP et au Fatah leur corruption et leur éloignement.

Ce sombre tableau ne serait pas complet sans parler d'un acteur du quartet dont les silences sont assourdissants, à savoir l'Union européenne. Cette dernière est la principale pourvoyeuse de fonds de la Sulta mais jamais l'expression de « machin », employée par le général de Gaulle pour la caractériser, n'aura été si porteuse de vérité. Son rôle dans le processus d'Annapolis, à lire l'auteur, se résume à celui d'un ectoplasme sans mains et sans voix, voire d'une sorte d'idiot utile des Etats-Unis et d'Israël. L'Union européenne condamne sans conséquences la colonisation, la destruction de maisons palestiniennes au mépris des droits les plus élémentaires, ce qui valut aussi pour l'opération Plomb durci. Son indignation à dimension variable suit souvent de près celle des Etats-Unis ; l'attitude de la France est à peine détachée de cet ensemble.

Il est difficile de tirer des faits récents quelques démentis que ce soit à la thèse de l'auteur. La récente destruction de l'hôtel du très controversé mais très symbolique *mufti* de Jérusalem, la reprise d'une colonisation plus ou moins sauvage mais toujours reconnue par

Esprit Critique

se faire son opinion

CRITIQUES

Israël en dernier ressort, l'étau militaire israélien toujours présent sur Gaza et la Cisjordanie, même s'il n'est pas de même nature dans les deux cas, tout cela laisse le sentiment d'une impunité totale pour Israël.

La principale limite de l'ouvrage réside dans l'alternative que propose l'auteur. Alors que ce dernier nous décrit dans la majeure partie de son livre une situation pour le moins noire faite d'oppression et d'exaspération, il finit par envisager la création d'un Etat binational, jugeant finalement possible une cohabitation dont les prémisses mêmes paraissent impossibles à la lecture du corps de ce texte.

Ce dernier envisage en réalité trois scénarios. Le premier voit un maintien des miettes de territoires contrôlés par la Sulta qui deviendraient des bantoustans plus ou moins autonomes – c'est en réalité le scénario d'apartheid que l'on voit se réaliser à l'heure actuelle. Le second prévoit une nouvelle expulsion massive des Palestiniens hors de la Cisjordanie et de Gaza, ce qui reste possible étant donnée l'impunité dont Israël bénéficie.

Seul le troisième scénario envisage la cohabitation pacifique de deux nations à égalité de droits au sein d'un même Etat. Les obstacles que se dressent transforment ce dernier en acte de foi. Comment une opinion israélienne très radicalisée à droite accepterait d'intégrer les Palestiniens, non moins radicalisés, qui très bientôt les submergeraient démographiquement ? Comment parler d'une « israeltine » qui existe déjà après avoir décrit pendant tant de pages la séparation des deux nations, même lorsqu'elles semblent si imbriquées géographiquement comme en Cisjordanie ?

Le principal obstacle à une paix équilibrée entre les deux partis, moteur d'une tragédie du cycle de l'espoir et de l'échec, est l'absence d'un acteur de la négociation capable de rééquilibrer les choses au profit du peuple palestinien qui pourrait alors négocier sérieusement sans aller d'humiliation en humiliation. Il paraît assez

incongru de dire que cette région a besoin d'Europe au regard du caractère pathétique de son attitude dans le conflit, il semble également naïf de dire qu'il manque ici une organisation euro-méditerranéenne dont la construction est justement rendue extrêmement compliquée par les tensions nées de ce conflit.

L'apparition, ou la réapparition, d'une France digne de son histoire dans le règlement du conflit paraît beaucoup plus réaliste. L'image de notre pays dans la région, et ce malgré la vassalisation atlantiste à laquelle nous soumet l'actuel Président, et celle d'un pays certes occidental mais aux positions plus équilibrées et dont les liens avec le levant sont profonds. Cela suppose naturellement qu'elle reprenne ses esprits.

CRITIQUES

A L'ESSAI

5. LE DERNIER MORT DE MITTERRAND

Raphaëlle BacquéEditions Grasset / Albin Michel,
mai 2010, 240 pages, 18 €

PAR ETIENNE PATAUT

Tout a sans doute déjà été dit – ou, plus encore, insinué – sur l’ambivalence, l’ambiguïté et le goût des demi vérités de François Mitterrand ; et c’est désormais un lieu commun que de dresser de l’ancien Président un portrait en prince florentin, en génie politique manipulateur et cynique.

A première vue, il ne semblait pas meilleur exemple au service de cette description que celui de François de Grossouvre, distingué hobereau de province, chanceux en affaires, rejeton d’une grande famille marquée à droite et devenu l’ami d’un président socialiste.

Il y a là un personnage trouble du premier cercle de François Mitterrand, aux fonctions officielles obscures et sur lesquelles flotte comme un parfum d’ancien régime : président du comité des chasses présidentielles ; un ami intime du Président, inlassable protecteur de ses amours parallèles, au point que l’appellation la plus courante pour le désigner était celle de « ministre de la vie privée » ; un courtisan aigri, encore, que son spectaculaire suicide dans les locaux même de l’Elysée a projeté sur le devant de la scène.

Dès lors, il était certainement tentant – et possible – de faire de ce double portrait d’un Président et de son intime une description funèbre de la présidence de la République, vue du côté des manœuvres et des cabinets noirs, des écoutes téléphoniques et des familles

adultérines. Le projet, alors, aurait sans doute manqué singulièrement d’intérêt et de nouveauté. Il s’agit là de faits aujourd’hui bien connus, en tout cas pour l’essentiel. Aussi, sauf à produire quelque révélation fracassante (et tel n’est pas le cas), il semble qu’il y ait sur ce chapitre peu à ajouter aux fortes pages déjà écrites sur le sujet, par Edwy Plenel notamment (on songe ici à *La part d’ombre* ou à *Un temps de chien*¹).



Fort heureusement, là n’est pas l’ambition de l’ouvrage de Raphaëlle Bacqué. Non pas que le clair obscur n’y figure pas, bien au contraire. Mais plus que d’une analyse serrée des rouages du pouvoir, la technique utilisée, celle du portrait, fait revivre les protagonistes dans toute leur complexité, sans dissimuler contradictions et humaines lâchetés, mais sans non plus se poser en censeur politique ou moral. L’intérêt principal du livre, plutôt, est dans la reconstitution d’une relation forte et complexe de deux hommes portés par une peu commune ambition, arrivant au cœur d’un pouvoir que pendant plus de vingt ans l’un a aidé l’autre à conquérir.

Pour autant, sur ces vingt ans, de leur rencontre en 1959 à l’élection de 1981, l’auteur passe assez vite. Deux chapitres brefs et enlevés pour décrire des meetings de campagne partout en France et la mise en place des canaux de financement politique (François de Grossouvre est à l’origine de la société Urba-Gracco, qui deviendra tristement célèbre deux décennies plus tard). Quelques pages, surtout, pour raconter une familiarité tissée d’intimité, de conquêtes féminines et de la grande affaire de leur relation commune : la protection du secret de la double vie de François Mitterrand. François de Grossouvre, qui sera le parrain de Mazarine, a toujours su et c’est sa propriété auvergnate qui servira de havre au couple illégitime.

A lire Raphaëlle Bacqué, ce secret est l’un des ciments essentiels de la relation Grossouvre - Mitterrand. Toujours, François de Grossouvre

Esprit Critique

se faire son opinion

CRITIQUES

protègera la seconde famille, allant jusqu'à habiter dans le même immeuble des quais de Seine, qui abritait d'ailleurs sa propre relation secrète avec une autre femme. Le secret, manifestement, était de toute façon l'habitat naturel de François de Grossouvre, ancien des services, aux fonctions passées un peu énigmatiques, mais homme de réseaux parallèles qui profitait de sa proximité avec le Président pour négocier en sous-main et sans passer par les canaux officiels de la diplomatie ou des services secrets. Son ambition, dit l'auteur, était d'être le Jacques Foccart du pouvoir socialiste...

Cette proximité humaine le sert, tout d'abord, lui permet d'obtenir d'importants privilèges sans pour autant que sa fonction auprès du Président soit bien identifiée. Dès lors, et l'auteur ne s'y trompe pas, c'est bien un certain romanesque qui entre à l'Elysée, un fumet d'intrigues de cour et de secrets partagés. Il n'est pas le seul, certes, et Raphaëlle Bacqué convoque à l'envi l'aréopage de conseillers entourant le Président nouvellement élu. Mais c'est sans aucun doute celui qui en est à la fois le plus proche et dont le rôle est le moins clairement défini.

Même s'il n'obtient pas ce qu'il aurait souhaité (prendre la tête d'une grande agence nouvellement créée qui regrouperait les compétences des autres agences, SDECE, DST et renseignements généraux), François de Grossouvre se coule à merveille dans son nouveau rôle. S'occuper des chasses présidentielles, dont il prend rapidement la tête, voyager, activer ses réseaux, informer le Président et, surtout, s'assurer de sa sécurité et de celle de sa famille. C'est à lui que l'on doit la réorganisation complète des gendarmes de l'Elysée, avec des méthodes parfois peu orthodoxes et d'ailleurs fréquemment contestées en interne. C'est la naissance du groupement de sécurité de la présidence de la République, dirigée par Christian Prouteau et Paul Baril, qui se rendront bientôt célèbres grâce aux fameux « Irlandais de Vincennes » mais qui, au départ, assurent la

sécurité officielle du Président et celle, beaucoup plus officieuse, d'Anne et Mazarine Pingeot.

C'est dans cette ambiguïté profonde que se place François de Grossouvre, quelque part entre conseiller diplomatique et ami intime. Protéger les secrets de famille, et assurer une manière de diplomatie parallèle, en permettant au Président de rencontrer certains chefs d'Etat avec lesquels il entretient des liens étroits (la famille Gemayel au Liban, Omar Bongo au Gabon...). Cette ambiguïté est sans doute en partie à l'origine de sa disgrâce, progressive mais profonde. La lassitude gagne en effet face à ce personnage qui court-circuite non seulement les réseaux officiels, mais encore les influences plus officieuses, qui s'oppose sans subtilité à Jean-Christophe Mitterrand qui s'essaye alors à la politique africaine. Il se heurtera surtout à deux hommes, Roland Dumas et Pierre Joxe, qui l'un et l'autre s'opposeront au conseiller, solliciteront l'arbitrage du Président, qui finira par trancher en leur faveur. Le 12 juin 1985, François de Grossouvre perd son titre de conseiller. Rapidement, ensuite, il perd son influence et se voit ignorer par ceux-là mêmes qui étaient jusqu'ici ses obligés.

A partir de là, l'ouvrage de Raphaëlle Bacqué change de ton, et la description devient celle de l'amertume envahissante face à un amour déçu. Car c'est bien là la thèse centrale du livre : celle d'un rapport amoureux entre deux hommes dont l'un finira broyé non pas tant par la volonté destructrice de l'autre que par le pouvoir lui-même. Cette ambivalence amoureuse de leur relation, beaucoup de témoins en attestent. Dès la première rencontre, Françoise Giroud et Pierre Mendès France voient se déployer le lien qui unira les deux François, au point que le second s'exclamera : « j'ai l'impression d'avoir provoqué un coup de foudre sous mes yeux ». A de nombreuses reprises, l'auteur revient sur cette étrange et forte relation qui unit les deux hommes, laissant place à une dévorante jalousie lorsque d'autres prennent une place trop importante. Ainsi de l'irruption de Roger-Patrice Pelat, avec qui François de Grossouvre doit un temps partager les flâneries avec le Président qui jusque-là lui étaient réservées. Ainsi, plus généralement de toutes les figures, connues et moins

Esprit Critique

se faire son opinion

CRITIQUES

connues, qui entourent François Mitterrand et qui toutes ont succombé à son irrésistible charme.

Ce charme, pourtant, est rompu entre eux après 1985. A un point, d'ailleurs, que l'ex-conseiller ne soupçonne même pas, puisqu'il ignore que le Président, très inquiet d'éventuelles révélations sur l'existence de Mazarine, a mis en place un service d'écoutes téléphoniques auquel même lui, l'ami intime, n'échappera pas. Ces écoutes permettront d'établir que François de Grossouvre, tout à son aigreur, commence à contacter des ennemis politiques du Président et à fréquenter les polémistes vigoureux. Jean Montaldo, qui sera l'un des découvreurs de l'affaire Urba, est l'un des visiteurs réguliers, de même que de nombreux journalistes d'investigation, qu'il met sur la piste de diverses turpitudes. Il rencontrera encore le juge Jean-Pierre, rendant la rupture brutale inévitable.

Après la rupture, le lien aura tenu neuf ans. Neuf ans pendant lesquels l'ancien conseiller en disgrâce conservera son bureau à l'Élysée, rumi-nera sa rancœur, avant que celle-ci ne l'envahisse tout à fait et qu'il mette fin à ses jours dans le bureau même où il a exercé tout son pouvoir. Cette déchéance racontée avec précision par Raphaëlle Bacqué ne laisse pas de fasciner et constitue sans aucun doute l'objectif réel du livre, au-delà de l'anecdote sur une relation amoureuse de trente ans et de la reconstitution saisissante d'une époque aujourd'hui révolue.

On peut trouver le personnage de François de Grossouvre sans envergure suffisante pour justifier une investigation de cette ampleur ; on peut aussi estimer que l'histoire valait d'être racontée car c'est finalement là le vrai sujet du livre, d'ailleurs brièvement résumé par l'auteur : le roman du pouvoir qui broie les hommes.

1. Edwy Plenel, *La Part d'ombre*, Paris, Stock, 1992 ; *Un temps de chien*, Paris, Stock, 1994.

CRITIQUES

EN REVUE

6. « SOCIALISMES : Y REVENIR ? »

Cités

n° 43, octobre 2010, 198 pages, 15 €

PAR THIERRY ROURE



Cités, sous-titré « Philosophie, politique, histoire », est une revue dirigée par Yves-Charles Zarka, professeur de philosophie politique à Paris-Descartes et spécialiste reconnu de Hobbes, qui cherche précisément à faire le pont entre philosophie et politique. Comme sa présentation l'indique, elle vise à faire retour au réel tout en essayant de ménager une ouverture sur le possible. Il s'agit donc pour Yves-Charles Zarka de maintenir l'exigence de la pensée à l'égard des problèmes de la Cité dans une démocratie d'opinion où « n'importe qui peut dire n'importe quoi » pour reprendre l'expression du linguiste et essayiste Jean-Claude Milner. « Faire sortir la philosophie dans la rue » implique donc de se confronter à de nouveaux domaines car « la pensée ne pense qu'en se déterritorialisant » si l'on en croit le propos liminaire.

Depuis sa création en 2000, la revue a abordé des thèmes aussi variés qu'importants pour le politique : l'impact du développement technologique, la fin du travail, la crise de l'autorité, le rôle des intellectuels, le destin de courants tels l'utilitarisme et le féminisme, la démocratie face aux religions, le corps et la sexualité, les conflits identitaires, les figures de l'Europe, le nouvel

ordre international, les transformations de la guerre.

Pour son dixième anniversaire, la revue a eu la bonne idée de sortir trois numéros : le hors-série intitulé « Voyages inédits dans la pensée contemporaine » reprend les grands articles de penseurs majeurs déjà publiés par la revue (Mireille Delmas-Marty, Léo Strauss, Michel Foucault, Amartya Sen, Axel Honneth, Robert Castel, Raymond Aron, Jürgen Habermas, Georg Lukacs, John Rawls, Norberto Bobbio, Jacques Bouveresse pour n'en citer que quelques-uns). Le hors-série « Retour sur événements 2000-2010 » tente, quant à lui, de repenser les grands moments des dix ans écoulés du 11 septembre 2001 à l'investiture de Barack Obama en passant par l'élection de Nicolas Sarkozy et la crise financière.

Enfin le numéro 43 est titré « Socialismes : y revenir ? ». L'expression « y revenir » est ici à prendre au double sens de faire retour réflexif sur le socialisme et son histoire et de restaurer/instaurer le socialisme.

Yves-Charles Zarka pointe dans son éditorial le « déficit doctrinal » qui caractérise selon lui le socialisme actuel. Cette incrimination est à prendre au sérieux car force est de constater que le mouvement socialiste en France et en Europe est à la croisée des chemins et que la lecture de ce numéro peut peut-être nous aider à mieux définir un projet pour demain.

Nous ne reviendrons pas sur les interventions de Martine Aubry et Pierre Moscovici qui clôturent le numéro et que le lecteur est invité à lire *in extenso*. Concentrons-nous sur les contributions des philosophes dont ces deux responsables politiques tirent les leçons. Les articles de ce numéro, au ton souvent marxien, s'organisent essentiellement sur l'articulation opérée par les différents auteurs entre socialisme et communisme. Gérard Bensussan met ainsi en avant le dualisme foncier du socialisme partagé entre l'anticapitalisme originel de Marx et Engels et la social-démocratie d'un Bernstein préférant le mouvement au but. Inutile de dire que cette ligne de clivage explique bon nombre des débats qui animent actuellement la gauche.

Esprit Critique

se faire son opinion

CHRONIQUES

L'auteur explique ainsi la déception d'une partie de l'électorat de gauche par le clivage du mouvement socialiste. Il est vrai qu'on ne peut être déçu qu'à l'égard de ceux dont on attend beaucoup.

Stéphane Haber, quant à lui, analyse le socialisme et le communisme comme deux moments logico-historiques qu'il faut penser ensemble pour en dégager toute la cohérence. Dès lors le communisme peut s'analyser comme la suppression de la propriété privée ou l'instauration d'un nouveau mode de distribution des richesses collectives, preuve s'il en faut que le concept est complexe et avait été peu développé par Marx lui-même. Le programme de Stéphane Haber est alors simple : tarir les sources de l'exploitation et redécouvrir le « commun » face à la « sous-évaluation massive des problèmes concrets liés au dépérissement des médiations administratives, monétaires et marchandes » induite par le passage au communisme.

L'article le plus intéressant nous paraît être, cependant, celui de Christian Laval et Pierre Dardot qui revient en détail sur l'analyse de Durkheim définissant le socialisme comme la volonté par la société d'organiser la production économique. Le fondateur de la sociologie française caractérise la distinction entre socialisme et communisme à nouveaux frais : il montre que le socialisme est du côté de l'association, des individus et de ce qu'il qualifiait dans sa thèse sur *La division du travail social* de « solidarité organique ». Le communisme, au contraire, relève de la communauté, de la société et de la « solidarité mécanique ». Revenant sur la définition de Marx du socialisme comme « association dans laquelle le libre-développement de chacun est la condition du libre-développement de tous » qui se définit par autant de relations entre des « individus totaux », il rappelle la méfiance prémonitoire de Proudhon à l'égard de ce qui allait conduire, qu'on le veuille ou non, au totalitarisme. Les auteurs définissent du coup un projet politique ayant pour but « l'agir commun comme institution du commun ».

C'est ce projet que vise précisément à définir Alain Caillé, animateur de la revue *MAUSS* et pourfendeur de l'utilitarisme en sciences sociales réduisant tout à la logique de l'intérêt. Il campe tout d'abord le paysage actuel marqué par le capitalisme actionnarial mondialisé, la généralisation de l'idéologie de l'évaluation et ce qu'il appelle le « parcellitarisme », c'est-à-dire la généralisation de l'individualisme. Face à ce constat, il propose le programme ambitieux d'une « social-démocratie universelle et radicale » caractérisée par la volonté de contenir l'*hubris*, l'esprit de démesure ou ce que les Anglo-Saxons appellent le *greed*. Pour ce faire, il propose la fixation d'un salaire minimal et maximal, la nécessité de penser une solidarité vis-à-vis du monde et de la nature, l'augmentation de l'impôt sur le revenu et l'héritage, la mise en place d'une démocratie participative et le développement d'une société civile mondiale associationniste. Autant d'objectifs ambitieux, peut-être maximalistes, mais donnant matière à penser.

De cet ensemble foisonnant qui constitue autant d'éléments stimulants pour une nécessaire réflexion sur notre programme, on regrettera néanmoins une trop grande focalisation sur le marxisme et son histoire et le peu de place laissé aux courants qui l'ont précédé et injustement qualifiés de « socialismes utopiques » par Marx et Engels dans le *Manifeste du parti communiste* et qui peuvent, pourtant, servir de base à une réflexion d'avenir.

CRITIQUES

HISTOIRE

7. FEMMES ET
GÉOPOLITIQUE1^{er} trimestre 2010, 240 pages, 22 €8. GÉOPOLITIQUE DES
ILES BRITANNIQUES2^{ème} trimestre 2010, 224 pages, 22 €Hérodote – Revue de géographie et de
géopolitique

Editions La Découverte

PAR JOEL LE DEROFF



Hérodote, revue de géographie et de géopolitique, est certainement la seule publication française à analyser les questions politiques en se fondant sur un décryptage des enjeux territoriaux, que ceux-ci soient locaux, nationaux ou mondiaux. De ce principe découle des recherches sur diverses situations politiques concrètes, d'une pertinence et d'une originalité qui mériteraient l'attention des politologues... et des responsables politiques.

Le numéro du premier trimestre 2010 est l'illustration de cette approche rarement envisagée. « Femmes et géopolitique » propose des analyses françaises, locales, européennes ou portant sur d'autres parties du monde, dans lesquelles la méthodologie géographique et géopolitique prouve son utilité. Au deuxième trimestre, « Géopolitique des îles britanniques », titre plus classique, apporte des exemples peu

connus en France d'enjeux d'aménagement de territoires urbains ou d'équilibres régionaux et communautaires.

Rapports de pouvoir et de domination : une géopolitique du féminisme ?

La question d'une géopolitique du féminisme et de la condition féminine n'est en rien incongrue. L'Institut français de géopolitique¹ (qui est à l'origine d'*Hérodote*) prépare à ce sujet un atlas géopolitique des femmes en Méditerranée, qui permettra certainement d'établir, à l'échelle d'une grande région, les apports d'une telle approche. La domination masculine sur les femmes, mais aussi les stratégies de pouvoir de ces dernières ou leur recherche d'émancipation, s'inscrivent en effet bel et bien dans un environnement territorial.

Certains articles analysent des exemples connus et dramatiques de domination sur les femmes, tels l'évolution récente de la situation en Afghanistan, ou encore les logiques territoriales des réseaux de prostitution, depuis l'origine des filières jusqu'à leurs débouchés européens. Il faut noter qu'*Hérodote* restitue les stratégies de survie ou d'émancipation des femmes elles-mêmes. Cette grille de lecture est donc précieuse pour éviter les raisonnements simplistes qui prétendent réduire les femmes à des victimes privées de toute initiative... Précieuse aussi pour réfuter ceux qui se permettent au contraire de dépendre la prostitution en choix libre et sans contrainte !

D'autres articles mettent en perspective la trajectoire de femmes politiques de première importance pour mieux décrire un système politique et le rôle du genre dans celui-ci. Les exemples des maires de São Paulo élues pour le Parti des Travailleurs (à la veille de l'élection de Dilma Rousseff à la présidence du Brésil), de Cory Aquino et d'Asma al-Assad en Syrie, sont le point de départ de recherches très pertinentes.

Enfin, conduites à l'échelle d'un continent ou d'un ensemble urbain, certains travaux rappellent ce qui devrait être une évidence générale : la « condition féminine » conditionne le développement de la société entière. Les articles

Esprit Critique

se faire son opinion

CRITIQUES

qui l'illustrent portent sur les ressorts et les conséquences d'une démographie asiatique déséquilibrée par l'aversion pour les naissances féminines, ainsi que sur les enjeux de contrôle social et territorial liés aux violences faites aux femmes dans les banlieues de Paris.

A noter enfin que l'analyse plus conceptuelle des débats sur la laïcité, le port du voile intégral, et leur tragique exploitation populiste, est une démarche heureuse qui bénéficie de la participation de Caroline Fourest.

Des analyses précises et inédites de questions politiques britanniques d'actualité



« Géopolitique des îles britanniques » apporte un lot d'articles qui permettront au lecteur d'échapper aux marronniers de saison au lendemain de la désignation d'Ed Miliband à la tête du Labour, ainsi que de dépasser les comparaisons simplistes tendant à opposer les « modèles » anglo-saxon et français.

La diversité territoriale du Royaume-Uni et de l'Irlande est efficacement explorée au travers de deux articles. Concernant le premier pays, le choix d'analyser les spécificités territoriales et électorales du nord de l'Angleterre donnera aux Français l'avant-goût d'une complexité trop méconnue.

Parmi les potentialités de l'analyse géopolitique, la compréhension des enjeux de pouvoir liés aux discours et pratiques communautaires est magistralement illustrée par des textes sur les rapports entre représentants des cultes musulmans et pouvoirs locaux et nationaux. Les recherches sur l'aménagement de King Cross/St. Pancras et du nord-est de la City font de même pour ce qui est de l'aménagement territorial et urbain. L'ensemble montre d'ailleurs que les

deux problématiques peuvent se rejoindre et que les rapports de pouvoir géopolitiques se traduisent dans l'aménagement de la ville.

Pour rassurer les tenants d'une vision très classique de la géopolitique, les questions de stratégie diplomatique et militaire ne sont pas oubliées. Celle du positionnement du Royaume-Uni dans l'Union européenne fait aussi l'objet d'un article clair, écrit avant les élections de mai dernier sans cependant que cela nuise à sa qualité.

1. Université de Paris 8.

CHRONIQUES

ECONOMIE

9. LES SECRETS DE LA PROSPERITE. *L'économie expliquée à ma fille*

André Fourçans
Editions du Seuil,
janvier 2010, 230 pages, 15 €



PAR NICOLAS BOUILLANT

André Fourçans poursuit dans ce livre un dialogue entamé avec sa fille dans un premier ouvrage. L'objectif est de présenter, par le truchement de ce « cours » à destination de sa fille, les principes et concepts de la science économique, appliqués dans ce second opus aux questions qui tournent autour de la croissance économique et des changements climatiques. D'où le titre *Les secrets de la prospérité*.

Ce procédé littéraire souvent utilisé est plutôt une bonne idée, à condition de ne pas simplifier à outrance. Globalement, sur ce point, l'objectif est atteint. La lecture est facile, tout en abordant de réels sujets de fond, et totalement d'actualité. C'est plus sur le fond que le livre est décevant. Notre économiste est un farouche partisan de l'économie libérale. C'est son droit. Rappelons qu'il a été député européen du Parti populaire européen en trois périodes, de 1986 à 1999. Mais cela va l'amener souvent à verser dans un optimisme un peu béat et à survoler les difficultés de l'époque et les réalités de l'instant, que ce soit sur la question environnementale ou sur le développement.

Dans les deux premiers chapitres, le ton est donné. André Fourçans réexplique au lecteur les fondements de l'économie classique, à savoir la soumission de l'*homo economicus* à des contraintes et des opportunités, qui entraînent des choix individuels, base de fonctionnement des marchés. Il conclut cette partie par une phrase qu'il répétera *ad nauseam* au cours des chapitres suivants : « si l'on veut changer les attitudes individuelles, on le fera beaucoup mieux en changeant le système d'incitations qu'en changeant le système de valeurs ». Tout est dit : les solutions ne sont pas idéologiques, mais pragmatiques, en appliquant des principes économiques supposés scientifiques.

Dans le chapitre suivant, il rappelle un autre principe de l'économie libérale, les entreprises ne sont pas là pour répondre à des questions sociales, mais pour créer de la richesse. La création de richesse est l'objectif, assumé, de toute entreprise humaine. Et de citer Milton Friedman (au moins les références sont explicites) : « il n'y a qu'une seule responsabilité sociale de l'entreprise, s'engager dans les activités susceptibles d'accroître ses profits, tant qu'elle respecte les règles du jeu ». Les comportements des entreprises, incités dans le bon sens, conduiront aux bons résultats économiques, mais aussi sociaux. Tout serait affaire de bonnes incitations. « C'est en jouant sur les incitations, sur les coûts et avantages qui influent sur les comportements, qui eux-mêmes résultent pour l'essentiel du système institutionnel au sein duquel l'entreprise opère, autrement dit celui qui dépend des Etats et des gouvernements, que l'on peut régler un certain nombre de problèmes de fond ». On est toujours dans l'économie classique, ou plutôt néo-classique : le bon fonctionnement des marchés et des entreprises conduit à l'optimum. Avec une différence, le rôle reconnu de l'Etat, dans l'incitation.

Jusqu'ici, rien de bien intéressant, sauf pour le lecteur adepte d'un rafraîchissement économique et partisan du libéralisme.

Après cette introduction, le premier sujet traité dans ce livre est l'économie environnementale. André Fourçans défend, avec raison,

Esprit Critique

se faire son opinion

CHRONIQUES

mais aussi une dent contre les écologistes, le rôle des économistes dans ces débats. Le bilan coûts/avantages, la prise en compte des externalités, l'application du principe pollueur/payeur, les biens publics, sont en effet de bons outils pour ces questions. Il rappelle aussi que le libre jeu des marchés ne prend pas bien en compte la pollution et que le rôle de l'Etat est irremplaçable pour ces questions. « Vive l'Etat : et pour traiter les externalités, et pour le financement des biens publics ». L'analyse n'est pas révolutionnaire, mais permet à un lecteur peu familier avec ces concepts de les appréhender.

Mais très vite, André Fourçans revient à son leitmotiv : le recours aux incitations. « Ces procédures utilisées intelligemment peuvent réduire les nuisances anti-écologiques à des coûts beaucoup plus faibles qu'avec les méthodes obligatoires ». Il cite l'intérêt des taxes carbone et des marchés de droits à polluer. Il assassine au passage les engagements volontaires dont la fiabilité lui semble sujette à caution, preuve qu'il a malgré tout une bonne dose de bon sens. Mais, on ne peut que regretter le caractère très rapide des développements, ce qui les rend au final peu convaincants.

Suit une analyse du changement climatique. Sa conclusion est simple : le coût prévu du réchauffement climatique ne doit pas être négligé, mais il n'est pas catastrophique : entre 1 % et 4 % de la production mondiale, selon les travaux de Martin Weitzman et William Nordhaus, deux économistes que j'ai aussi tendance à apprécier. On partage alors sa déclinaison : il faut agir car le coût de la non-action est supérieur à celui de l'action. Mais il faut agir rationnellement en appliquant les principes de l'économie. Cela signifie d'abord accroître l'efficacité énergétique de nos activités (en clair économiser), par de judicieuses incitations : une taxe carbone bien conçue sur le plan mondial et/ou un marché mondial des quotas de pollution,... Cela devrait nous permettre de faire la moitié du chemin. Le reste viendra des avancées technologiques : captation et stockage des gaz nocifs, développement des énergies renouvela-

bles,... Là encore, c'est à l'Etat de jouer sur les incitations pour stimuler la recherche et le développement.

C'est simple, optimiste, mais André Fourçans est fidèle à son credo : « Tant qu'on laisse le marché jouer son rôle et que l'Etat sait mettre en place les bonnes incitations, elles vont avoir lieu ces innovations et nous surprendre ». Même si cet optimisme et cette confiance dans le marché, notamment dans l'innovation technologique, peuvent irriter, on ne peut dénier à André Fourçans une part de bon sens sur ce sujet. Les outils qu'il décrit sont en effet les premiers à utiliser, car ils permettront de modifier les comportements bien plus que « la chasse au gaspi » et autres « Grenelle de l'environnement », qui ne sont que de la publicité, utile pour la prise de conscience, mais sans réel impact. Mais il double son analyse d'un refus des réglementations et d'une demande de baisse compensatoire des impôts et taxes qui apparaissent plus idéologiques que fondées.

Et surtout, il s'arrête en chemin, trop soucieux de ne pas égratigner son modèle libéral qui a pourtant largement conduit à la situation de réchauffement climatique. Il oublie la question sociale. Les outils économiques ne répondront pas à la question de la répartition des efforts demandés. Surtout, il néglige la question principale : c'est bien parce que les marchés n'ont pas su prendre en compte les externalités que nous sommes confrontés à cette grave crise écologique. La solution ne pourra donc venir d'un simple rafistolage des marchés, par une taxe et un marché de droits. Se pose clairement la question du modèle de développement, et de la place que l'on fait aux biens publics. Et là, notre optimiste est totalement silencieux. C'est dommage, car c'est nécessairement le second étage de la solution au réchauffement climatique.

Dans une seconde partie, André Fourçans traite du sujet évoqué dans le titre, les racines de la prospérité. Sa thèse est intéressante et mérite la lecture. En gros, nous vivons la fin de la « grande divergence » entre nations.

Reprenant les travaux d'Angus Maddison, il rappelle que, pendant des millénaires, l'humana-

Esprit Critique

se faire son opinion

CHRONIQUES

nité ne s'enrichissait pas. « Le revenu par tête n'a pratiquement pas changé ». Et les écarts entre les nations restaient stables. De un à deux en l'an 1000, à un à trois au milieu du XIX^{ème} siècle. Mais avec la révolution industrielle s'est produit un élément totalement nouveau : une croissance du revenu par tête persistant sur une longue période dans certains endroits du globe.

Le fondement de cette révolution, c'est la hausse de la scolarisation et la baisse du taux de croissance de la population. Elles ont permis une divergence entre la création de richesse et l'évolution de la population. Mais pourquoi cette révolution démographique ? C'est là où la thèse est intéressante. Auparavant, les phases d'innovation et d'expansion économique restaient dans des cercles étroits et entraînaient une hausse de la population et donc, *in fine*, par tête, il n'y avait pas de croissance. Or, dans la révolution industrielle, on a eu un autre enchaînement, un cercle vertueux. Poussés par la possibilité de gains supérieurs dans une industrie en développement suite à des innovations, la masse des gens (et non plus une simple élite) a choisi délibérément de faire moins d'enfants et de les envoyer à l'école pour que ceux-ci aient une vie meilleure. Cette amélioration du « capital humain » va entraîner de nouvelles innovations et une amélioration de la productivité, qui à son tour stimule l'investissement, tant matériel qu'humain. La croissance démographique baisse alors encore plus, amplifiant l'augmentation du niveau de vie moyen. « En bref, c'est l'interaction entre les besoins nouveaux de l'industrie et l'augmentation de la demande de scolarisation qui explique le formidable investissement en capital humain de l'époque ».

Ce phénomène amenant une croissance de la richesse s'est produit seulement dans certains endroits. La divergence entre les nations, qui étaient encore de un à trois en 1850, atteint des écarts de un à vingt quelques décennies plus tard. C'est « la grande divergence ». Mais pourquoi ce qui a fonctionné dans certains endroits n'a pas été reproduit dans d'autres ? L'explication

d'André Fourçans repose sur les institutions. Les institutions économiques, politiques et juridiques, en renforçant les droits de propriété et leur stabilité, la recherche technologique, la diffusion des connaissances, l'accumulation par la grande masse des revenus de leur capital humain, ont constitué le cœur du réacteur qui déclencha la révolution industrielle en Europe. Les conséquences institutionnelles de la fin de la féodalité ont amené la révolution industrielle, au Royaume-Uni, aux Pays-Bas, puis en France notamment. Les échanges internationaux ont aussi joué un rôle, en permettant la spécialisation de certains lieux dans l'industrie. Par contre, les explications géographiques, culturelles, religieuses, ne tiennent pas devant un examen des réalités historiques.

Cette explication, convaincante, lui permet d'en tirer une thèse sur les principes du développement : « c'est bien le cadre institutionnel qui apparaît *in fine* comme la source principale des écarts de prospérité entre nations ». « Certains types d'organisation sociale incitent les gens à innover, à prendre des risques, à épargner pour le futur, à trouver de meilleures façons de faire, à apprendre et à s'éduquer, à résoudre les problèmes collectifs et à fournir des biens publics. D'autres sociétés n'y parviennent pas ». Cette transformation doit se faire en profondeur, dans le droit, mais aussi dans les faits. Les modifications superficielles ne suffisent pas, comme le montrent de multiples exemples (Amérique du Sud, Cambodge,...). *A contrario*, d'autres exemples (Botswana, Ile Maurice) présentent la réussite de pays ayant su mettre en place des infrastructures démocratiques et une bonne gouvernance. La Chine est un autre exemple. Si elle n'a pas suivi les canons industriels occidentaux à la lettre, elle a malgré tout mis en place un socle institutionnel garantissant des droits de propriété stables, des marchés incitatifs, « en bref le consensus de Washington parfumé aux épices locales ». S'il n'y a pas uniformité dans l'application des principes de développement, il faut donc des ingrédients indispensables, qu'André Fourçans résume à deux principaux : des institutions permettant des droits de propriété sécurisés garantissant l'accumulation du capital, une répartition des fruits de la croissance, un règlement des conflits d'intérêts selon des compromis acceptables, le développement du

Esprit Critique

se faire son opinion

CHRONIQUES

capital humain. Même si la thèse est rapidement tirée vers l'apologie du libéralisme économique, dans une version traditionnelle, elle a incontestablement une vérité et un intérêt non négligeable pour l'analyse et la recherche de la croissance.

Dans une dernière partie, il traite de la croissance durable, souhaitant certainement lier les deux parties précédentes. C'est la partie la plus faible. Il rappelle les craintes historiques liées à la croissance et à ses limites : Malthus, Jevons, Club de Rome, rapport Brundtland. Pour finalement indiquer qu'elles ne se sont jamais confirmées. Puis il développe une critique de la notion de développement durable et des thèses du peut-être futur candidat Nicolas Hulot. Ses critiques sont simplistes et sommaires et sa confiance, non étayée, dans le fonctionnement des marchés pour résoudre l'épuisement énergétique, lasse vite. Finalement, il n'y aurait pas de problèmes pour nos réserves naturelles ! Il suffit de maintenir notre capacité à créer de la richesse ! « Point de limites. Les innovations et le capital humain qui est la source et la conséquence n'ont pas de borne discernable ». « Il n'y a donc pas de raison impérieuse d'avoir des inquiétudes sérieuses sur la fin de la croissance. On peut tout à la fois poursuivre la hausse du niveau de vie général du globe et traiter les problèmes majeurs de pollution. A une condition : que l'on suive d'un peu plus près les recommandations des économistes ». « Il suffit de garder les coûts du combat pour l'écologie dans une limite raisonnable pour ne pas miner les fondements mêmes de la machine à créer des richesses, respecter les principes de la bonne économie (marchés flexibles et libres, incitations institutionnelles et étatiques adéquates), afin que les adaptations inévitables puissent s'effectuer pour accroître tant la qualité de l'environnement que nos possibilités de création de richesse ». C'est tellement simple !

En fait, André Fourçans n'a qu'une crainte, c'est que la crise actuelle vienne à ce qu'on jette « le bébé de la création de richesses avec l'eau du

bain ». Sa préconisation pour une prospérité longue et partagée (car après la grande divergence vient l'époque de la grande convergence, et le rattrapage des économies occidentales par le reste du monde) est simple : « les évolutions doivent se faire en respectant la liberté et l'ouverture sans lesquelles la créativité et l'ingéniosité indispensables au progrès ne peuvent s'épanouir ». Attention donc à ne pas brider les marchés et à ne pas empêcher les mutations nécessaires. Tout ceci fleure bon l'analyse libérale et un optimisme touchant dans le libre jeu des marchés, défendables il y a encore deux ans, mais aujourd'hui très décalés. Car c'est au minimum faire fi de la crise actuelle. Crise d'ailleurs évacuée en quelques lignes, résumée à un caillou ponctuel sur le chemin de la prospérité. C'est la grande faiblesse du livre. On peut nier le fait que la crise actuelle soit d'abord la conséquence du libéralisme économique et du fameux consensus de Washington défendu à de multiples reprises par André Fourçans. Mais encore faut-il expliquer cette négation ! En fait, cela me rappelle une phrase d'Herbert Hoover, Président des Etats-Unis de 1929 à 1933, niant jusqu'au bout la gravité de la crise de 1929 : « la prospérité est au coin de la rue ». On sait ce qu'il est advenu.

Esprit Critique

se faire son opinion

CHRONIQUES

EUROPE

10. LE MONSTRE DOUX. *L'Occident vire-t-il à droite ?*

Raffaele Simone

Editions Gallimard,
septembre 2010, 180 pages, 17,50 €

PAR JOEL LE DEROFF

Pour les lecteurs des interviews accordées par Raffaele Simone en France à la rentrée 2009¹, l'achat de cet essai a certainement paru impératif. Venu d'un pays précédant régulièrement le reste de l'Europe dans les cataclysmes politiques, et tout aussi régulièrement suivi par ses voisins, cet essai, selon *Le Monde*, « aide à comprendre » « l'effondrement de la gauche européenne, alors que le continent souffre des contrecoups de la crise financière née des excès du libéralisme ».

Dans une critique publiée par l'OURS à la fin de l'année dernière², Alain Bergounioux remarquait que *Le Monstre doux* ne propose pas pour autant de solution innovante à la situation des forces progressistes européennes. Il reconnaissait dans le même temps que certaines des analyses de l'auteur, un linguiste, ont une valeur explicative originale, trop peu exploitée par les responsables politiques et les chercheurs français. Il reste que l'essai pêche par nombre d'inexactitudes, et par des raccourcis imprudents.

Déchiffrement d'un phénomène politique par un linguiste

L'intuition la plus saisissante de Raffaele Simone est d'avoir emprunté à une prophétie de Tocqueville la description de ce « monstre doux » qui peu à peu s'impose aux peuples et aux institutions occidentales, sans en modifier la forme,

mais en créant de fait une nouvelle forme de régime politique.

Voici donc que le *Zeitgeist* (l'esprit du temps) répandrait partout un nouveau despotisme culturel de masse, adapté aux démocraties, avilissant les hommes mais sans les tourmenter : « je vois une foule innombrable d'hommes semblables et égaux qui tournent sans repos sur eux-mêmes pour se procurer de petits et vulgaires plaisirs, dont ils emplissent leur âme. Chacun d'eux [...] est comme étranger à la destinée de tous les autres ». Derrière ces hommes, « s'élève un pouvoir immense et tutélaire » qui « ne cherche [...] qu'à les fixer irrévocablement dans l'enfance » et « rend moins utile et plus rare l'emploi du libre arbitre ».

La description d'une société contemporaine dominée par des valeurs de consommation, de divertissement et de jeunisme est éclairante. Elle renforce le paradigme de Raffaele Simone, selon lequel les droites modernes, de Silvio Berlusconi à Nicolas Sarkozy, sont à la fois le moteur et l'émanation de ce « monstre doux » qui prospère dans tout l'Occident.

En posant la question de la « naturalité » de la droite et de « l'artificialité » de la gauche, Raffaele Simone met aussi le doigt sur la différence constitutive des deux pôles de la vie politique. Cette différence conditionne leur capacité respective à détenir l'initiative politique et sociale dans un moment historique dominé par une version nouvelle d'« ultracapitalisme » financier et mondialisé

Si les droites, toujours conservatrices, ont pour seul moteur la mise en œuvre nationale de politiques de communication modernes visant à légitimer l'ordre socio-économique, alors leur tâche est certainement plus facile que celle des gauches, la raison d'être de ces dernières restant d'élaborer et de faire partager des projets de transformation sociale à long terme, basés sur des principes abstraits tels que l'émancipation et la justice sociale. L'auteur aurait dû ajouter que, dans un ordre socio-économique de plus en



Esprit Critique

se faire son opinion

CHRONIQUES

plus mondialisé, le fait que le débat démocratique reste essentiellement limité au niveau national n'handicape pas la droite, mais stérilise les efforts de la gauche.

Son explication de l'inadaptation actuelle de la gauche contient en reflet des éléments pertinents, notamment quand il étudie la décomposition progressive de sa base électorale et sociale : classe ouvrière en voie de déstructuration, jeunesse politiquement moins engagée, classe moyenne et moyenne bourgeoisie aux intérêts divergents.

En revanche, il est permis de trouver Raffaele Simone trop sévère quand il liste le « catalogue » des grands objectifs historiques de la gauche, en y distinguant généralement des échecs inexcusables. Sécurité sociale, éducation universelle, protection des travailleurs, droits civils, développement de la culture et de la science, progrès d'une mentalité rationnelle et laïque du monde, lutte contre la pauvreté, égalité hommes-femmes, redistribution des richesses, respect de l'environnement sont manifestement des combats qui ont vocation à se renouveler sans cesse. L'erreur de la gauche au XX^{ème} siècle, contrairement à ce que suggère Raffaele Simone, n'est peut-être pas tant d'avoir échoué sur toutes ces questions que d'avoir cru et laissé croire, à un moment donné de l'histoire, qu'elles pourraient être réglées définitivement par l'accomplissement d'une sorte de fin de l'histoire.

Trop de clichés, trop raccourcis : un livre à ne pas lire ?

Au-delà de ces constats intéressants et de ces tentatives d'explication originales, *Le Monstre doux* contient un certain nombre d'éléments qui rendent difficile de lui accorder un statut d'essai de référence.

Tout d'abord, malgré l'intérêt des interviews accordées par l'auteur aux médias français, il semble que la prétention à appliquer son ana-

lyse à l'ensemble de l'Occident (qui est pourtant son ambition), voire seulement à l'Europe occidentale, est dans une certaine mesure le fruit d'un malentendu. C'est le cas quand Raffaele Simone détaille les erreurs commises par les gauches. De très longs développements sont dévolus à leur compromission avec les régimes communistes dictatoriaux. Or, si les dirigeants du centre-gauche italien comptent les héritiers directs du Parti communiste italien, dans tous les autres pays d'Europe occidentale les grands partis de gauche sont les héritiers des socialistes qui ont refusé d'adhérer au léninisme puis au stalinisme. A la suite de la Seconde Guerre mondiale, ces partis, y compris en France, ont fait le choix de l'atlantisme, même s'ils le revendiquent avec plus ou moins de fierté.

De manière similaire, les développements sur le « buonisme » correspondent à des critiques bien réelles en Italie, qui portent à la fois sur la communication et le programme des dirigeants de l'actuel Parti démocratique (PD). Or ces débats n'ont pas eu lieu dans les mêmes termes dans d'autres pays. Quant à l'accusation de laxisme que Raffaele Simone relaie, par exemple sur les questions de lutte contre la délinquance, elle s'avère plus proche des stéréotypes véhiculés par la droite que d'une quelconque réalité, et ce même sans rappeler les expériences les plus sécuritaires menées par des gouvernements comme celui de Tony Blair en Grande-Bretagne – qui n'est pas une exception.

Par ailleurs, Raffaele Simone, sans doute à cause de raccourcis mal articulés, frôle parfois le dérapage. Pour souligner la disparition du sentiment de honte causé par l'étalement des corps jeunes dans les médias, il va jusqu'à dire que les pays où règne le fondamentalisme religieux ont « au moins le mérite de nous rappeler le sens de la honte et d'en restaurer l'importance primordiale ». Dans ce passage, Raffaele Simone, qui enseigne pourtant à Rome, commet la faute de ramener le fondamentalisme religieux au seul islamisme. Et même s'il serait grotesque de l'accuser de prendre l'Iran pour modèle, il serait bon de lui rappeler que, indépendamment de la stérilité des exhibitions de *Loft Story*, il reste, au cœur de l'Occident, bien des femmes et des hommes acculés à la honte par la force de traditions rétrogrades et par les pesanteurs sociales

Esprit Critique

se faire son opinion

CHRONIQUES

que véhiculent toutes les communautés. Des femmes et des hommes discriminés en permanence, et dont certains se suicident pour échapper à l'impasse.

Enfin, Raffaele Simone fonde une partie de ses développements sur des faits sociologiques non démontrés. Parlant du phénomène de la vidéosurveillance, il s'alarme à juste titre. Il est cependant acrobatique d'en déduire comme il le fait que la notion d'intimité est en voie de disparition dans nos sociétés. C'est faire fi d'une réalité : de plus en plus, la majorité des Européens disposent d'un logement conçu pour des ménages de très petite taille. Ce qui contraste avec un passé pas si lointain, où plusieurs générations, souvent nombreuses, s'agglutinaient dans des logements de dimension insuffisante.

In fine, en refermant l'essai, on se dit que les interviews étaient bien suffisantes...

1. Cf. notamment Raffaele Simone, « Pourquoi l'Europe s'enracine à droite », *Le Monde Magazine*, 12 septembre 2010 : http://www.lemonde.fr/politique/article/2010/09/12/pourquoi-l-europe-s-enracine-a-droite_1409667_823448.html

2. Cf. Alain Bergounioux, « Un boulevard pour la droite ? », *L'OURS, Mensuel socialiste de critique littéraire culturelle artistique*, n°402, novembre 2010.

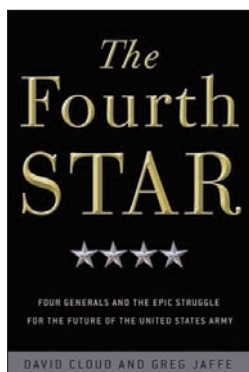
CHRONIQUES

INTERNATIONAL

11. *THE FOURTH STAR: Four Generals and Their Epic Struggle For The Future of The United States Army*

David Cloud et Greg Jaffe
 Three Rivers Press (CA),
 septembre 2010, 336 pages, 12,53 €

PAR JEAN-LOUP SAMAAAN



A première vue, la lecture de *The Fourth Star*, un livre consacré à quatre généraux de l'armée américaine (David Petraeus, John Abizaid, George Casey Jr. et Peter Chiarelli) peut sembler aride, et surtout ne revêtir d'intérêt que pour le spécialiste de la chose militaire. Or le talent des deux journalistes, David Cloud et Greg Jaffe, est de nous narrer cette quadruple biographie à la façon d'un roman d'apprentissage des quatre dernières décennies de la politique de défense américaine.

David Cloud et Greg Jaffe, respectivement correspondants « défense » pour le *New York Times* et le *Washington Post*, ont souhaité comprendre la tragédie de l'Irak de 2003 à 2007 en explorant les vies de ceux qui, au sein de l'armée américaine, en furent les acteurs de premier plan : John Abizaid et George Casey sont à la tête des forces des Etats-Unis durant les trois années qui plongent l'Irak dans la guerre civile. Pour leur part, David Petraeus et Peter Chiarelli deviennent les hommes du renouveau et, dans le cas du premier, le véritable sauveur de l'US Army.

D'où viennent ces quatre hommes ? David Petraeus, John Abizaid, George Casey Jr. et Peter Chiarelli sont issus de la génération post-Viet Nam, ils rentrent dans l'US Army alors que leurs camarades à l'université vont protester devant la Maison Blanche, contre Richard Nixon et Henry Kissinger. Ils intègrent l'armée, au moment où celle-ci est décriée, discréditée et dépourvue de nouvelles recrues. Ils gravissent les échelons de cette organisation en découvrant à chaque étape les nouvelles orientations décidées par les politiques et les états-majors de Washington : la convalescence post-Viet Nam de la fin des années 1970, l'abandon volontaire de toute doctrine qui de près ou de loin serait assimilée à une contre-insurrection (encore le traumatisme vietnamien), la reconcentration des ressources sur des scénarios d'affrontement avec l'Union soviétique en Europe, puis la période faste des années Reagan avec l'envolée des budgets militaires, le renouvellement des équipements, les avancées technologiques qui se révèlent décisives lors de la Guerre du Golfe en 1991.

Au milieu des années 1990, les quatre officiers sont alors au tournant de leur carrière : formés à n'engager leurs troupes que dans des conflits de « haute intensité », face à un ennemi clairement identifié, ils se retrouvent à lutter pour des causes incertaines en Somalie et au Kosovo. Alors arrivent le 11 septembre 2001 et les campagnes afghane et irakienne.

The Fourth Star est l'histoire de quatre hommes, quatre personnalités contrastées, quatre parcours brillants mais bien distincts. David Petraeus, carriériste maladif et travailleur chevronné, découvre rapidement les arcanes du Pentagone, les luttes bureaucratiques, le jeu de la communication avec les médias. John Abizaid, aux origines libanaises, garde d'une année universitaire en Jordanie une sensibilité pour le Moyen-Orient qu'il espère pouvoir mettre au service de sa carrière, en devenant quelques décennies plus tard le commandant américain pour le Moyen-Orient. George Casey Jr., fils d'un illustre général mort au Viet Nam, semble vivre dans l'ombre de son père et concevoir la réussite comme le fruit d'une rigueur professionnelle ultime et d'une obéissance stricte à la tradition. Peter Chiarelli fait figure d'homme éternellement indécis, longtemps torturé entre une carrière

Esprit Critique

se faire son opinion

CHRONIQUES

d'universitaire et de grand commandant. Il n'aura ni l'un ni l'autre : il n'obtient pas son poste rêvé de professeur à West Point et voit celui de commandant en Irak lui échapper de peu.

Au-delà de cette fascinante biographie de l'Amérique en armes, David Cloud et Greg Jaffe dévoilent au fil des pages tous les éléments qui formèrent la mentalité du Pentagone pour partir en Irak en 2003. Sans complaisance, les auteurs exposent l'incapacité de certains à s'adapter : George Casey Jr., commandant du théâtre irakien de 2004 à 2007, trop enfermé dans les schémas de pensée de l'Armée des trente dernières années, est incapable de saisir les tenants et aboutissants de la guerre civile qui contamine l'Irak. D'autres se révèlent providentiels : David Petraeus devient l'homme du « Surge », le héros du renouveau américain en Irak après avoir longtemps attendu et lutté contre sa réputation d'intellectuel militaire (il détient un doctorat en science politique à Princeton) sans grande expérience opérationnelle.

Au final, *The Fourth Star* est une enquête journalistique fascinante et qui permet au lecteur de mieux comprendre comment, de leurs années de formation à leurs responsabilités de commandant, ces officiers militaires sont les témoins directs puis les acteurs de l'évolution stratégique des Etats-Unis, avec ses revirements, ses certitudes hâtives, ses lourds échecs mais aussi ses difficiles *aggiornamentos*.